

Avis voté à la séance plénière du 11 décembre 2019

Les défis de l'éducation aux médias et à l'information

Déclaration du groupe CGT-FO

La transformation du monde de l'information et de la communication s'est considérablement accélérée ces dernières années. Sous l'effet de la généralisation des outils numériques et des possibilités qu'ils offrent en termes de création, de stockage et de partage de contenu, les lieux de production de l'information se déplacent. Les acteurs traditionnels au cœur de ce secteur sont aujourd'hui concurrencés par de nouveaux arrivants qui ne sont pas toujours des professionnels du métier. Se pose ainsi le problème de l'objectivité des contenus diffusés, de leur respect des règles déontologiques du métier et de la transparence de l'identité des diffuseurs.

Cette évolution intervient, par ailleurs, dans un contexte où l'éducation, l'apprentissage et l'usage de ces nouveaux médias se fait généralement en dehors des lieux officiels de transmission du savoir, en particulier l'école. Internet et les réseaux sociaux sont devenus ainsi parmi les principaux canaux d'accès à l'information et la maîtrise de ces outils se fait souvent à travers l'autodidactie. De même la transformation numérique bouleverse les supports de diffusion et d'accès à l'information qui se complexifient et exigent une certaine habilité à utiliser une multitude de plateformes et d'outils et à mobiliser des capacités orales, manuscrites, iconographique, visuelles, etc. On parle de « translittératie » pour désigner ces multiples capacités qu'exigent ces nouveaux médias.

L'avis plaide pour une meilleure prise en compte des transformations du monde des médias afin de permettre à chaque personne d'avoir les connaissances et le recul nécessaires pour objectiver les contenus des informations auxquelles il accède. Pour le groupe FO, l'éducation aux médias devient ainsi un réel enjeu de politique publique, car les citoyens risquent d'être submergés d'informations non fondées, qui ne répondent à aucune exigence déontologique du métier et qui peuvent même avoir volontairement comme seuls buts la tromperie ou la manipulation de l'opinion.

Pour le groupe FO, il est important de se battre pour la liberté de la presse et la pluralité des médias et de leurs contenus car elles sont le fondement de toute réelle démocratie.

Nous soutenons ainsi toutes les préconisations qui vont dans le sens d'une généralisation et d'une démocratisation des savoirs autour de la maîtrise des médias et des informations qu'ils diffusent. Pour nous la réussite d'un tel projet dépendra de la volonté des pouvoirs publics à mettre en place des moyens humains et financiers à la hauteur de l'enjeu.

Nous pensons, par ailleurs, que cette complexification des lieux et des outils de production de l'information, dans un contexte où le numérique prend une importance considérable, exige le développement de connaissances et compétences interdisciplinaires. L'éducation nationale et les

professionnels des médias doivent intégrer cette évolution, renforcer leurs formations, développer et vulgariser leurs clés d'analyse pour sensibiliser le grand public autour de l'importance d'avoir une vision critique des contenus médiatiques. Il est donc important que ce travail soit fait par des professionnels selon des méthodes objectives et avérées et en se référant aux règles déontologiques et éthiques du métier. C'est pourquoi notre groupe est très réservé sur la préconisation 7 sur la mobilisation des Services Civiques pour assurer des missions d'éducation aux médias.

Malgré cette réserve, l'avis propose des pistes qui vont dans le bon sens ; c'est pourquoi nous avons voté en faveur de ce texte.